

4^e édition

Quin- zaine

du

DROIT

du

NUMÉ- RIQUE



01/12 > 17/12/2025

L'évènement Informatique & Droit
de l'université Paris-Est Créteil

Les évènements de la 4^e Quinzaine du droit du numérique se tiennent à la faculté de droit de l'université Paris-Est Créteil.

À l'exception des conférences des 2 décembre (A116), 12 décembre (A214) et 17 décembre (A201), ces évènements se déroulent en amphithéâtre B2, au rez-de-chaussée du bâtiment B.

Université Paris-Est Créteil
Faculté de droit
83-85, avenue du général de Gaulle, Créteil (Val-de-Marne)
Métro Ligne 8, station Créteil-L'Échat

— ENTRÉE LIBRE



La Quinzaine du droit du numérique de l'université Paris-Est Créteil tient cette année sa **quatrième édition, du 1^{er} au 17 décembre 2025**. Elle gagne encore en ampleur par rapport aux années précédentes, puisque ce sont pas moins de quinze évènements qui se succèdent durant ces dix-sept jours.

Trois laboratoires sont plus particulièrement mobilisés dans l'organisation : le **laboratoire Marchés, Institutions, Libertés (MIL)**, à l'initiative de la Quinzaine ; le **laboratoire Algorithmique, Complexité, Logique (LACL)**, dont plusieurs chercheurs sont très actifs à la faculté de droit de Créteil ; et pour la première fois cette année, le **laboratoire de Droit privé (LDP)**.

Si les éditions de la Quinzaine s'enchaînent, ses finalités ne changent pas. Elles sont doubles : la Quinzaine du droit du numérique entend, d'abord, donner à voir **un concentré des recherches sur l'interaction entre informatique et droit qui sont menées à Créteil** ; elle se veut, en outre, un moyen d'initier à la recherche les étudiant·es de droit de Créteil, avec l'objectif que cette interface entre enseignement et recherche suscite, immédiatement ou à terme, des **projets de thèse**.

Un souci tout particulier a été apporté cette année à la restitution des activités du **Programme de Master-Doctorat (Graduate Program) Numérique, Politique, Droit** de l'UPEC, lancé il y a deux ans. La coopération du Programme de Master-Doctorat avec le Master européen EMILDAI (*European Master in Law, Data and AI*), ainsi que son insertion dans le réseau doctoral international EPILDAI (*European PhD in Law Data and AI*) sont plus particulièrement mis à l'honneur, ce qui se traduit par exemple dans l'accueil en résidence, durant la Quinzaine, de deux étudiantes de Master et d'un enseignant-chercheur de la *Dublin City University*, ainsi que de deux doctorantes de l'*Erasmus Universiteit Rotterdam*.

Bonnes découvertes, bons débats et bonne Quinzaine !



01/12

L'application du droit civil aux contrats de l'immatériel

CONFÉRENCE

Amphi B2 / Faculté de droit
13h-14h30

Conférence de **Maïté Guillemain** (UPEC, LDP), à propos du livre *L'application du droit civil aux contrats de l'immatériel* paru aux éditions Mare & Martin en avril 2025 (242 p.).

— Conférence d'ouverture de la Quinzaine du droit du numérique, proposée par le Master Droit du numérique de l'UPEC

02/12

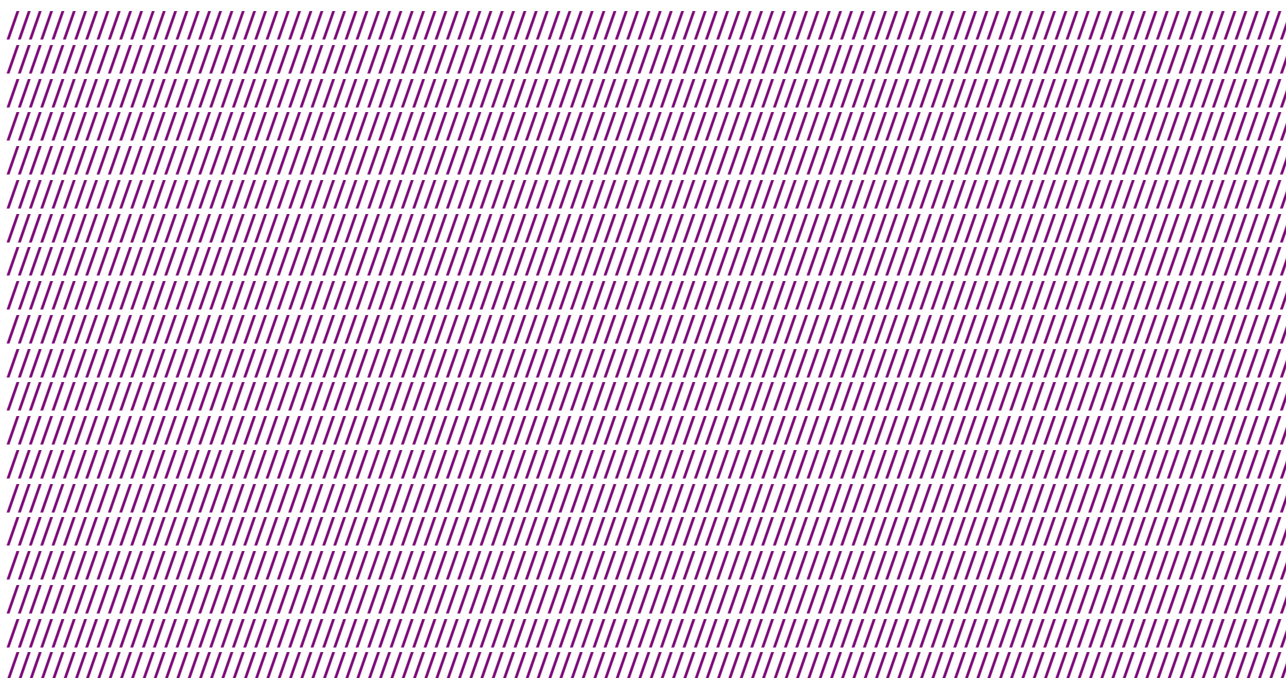
La préhistoire du droit du numérique

CONFÉRENCE

Salle A116 / Faculté de droit
16h-17h30

Conférence de **Nathalie Mallet-Poujol** (CNRS, CEPEL)

— Conférence proposée par le projet de recherche MÉMOLOI sur l'histoire de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, dans le cadre de la convention quadripartite 2025-2026 entre l'UPEC, l'École normale supérieure Paris-Saclay, le ministère de la Culture et l'ARCOM



DÉBAT

Amphi B2 / Faculté de droit
13h30-15h30

////////////////////

////////////////////

Ces dernières années ont vu une véritable explosion du discours médiatique, politique et académique sur les algorithmes et l'Intelligence Artificielle (IA). Les algorithmes sont parés de bien des vertus, mais aussi accusés de bien des maux : ils nous gouvernent, sont sexistes, classistes, racistes, ... La perception des algorithmes non comme de simples outils, mais comme de véritables entités de notre ontologie sociopolitique, a justifié l'apparition d'un nouveau champ de recherche, l'éthique des algorithmes et de l'IA.

Si les algorithmes soulèvent tant d'enjeux éthiques, c'est parce qu'ils automatisent des prises de décision, poursuivant ainsi une tendance profonde des sociétés modernes, à savoir la dépersonnalisation des décisions par des processus bureaucratiques au nom de l'efficacité et de l'équité. Mais alors que les processus bureaucratiques sont censés être définis par des règles transparentes, nombre des modèles récents de l'apprentissage automatique (*Machine Learning*) se distinguent par leur opacité.

L'ouvrage *Éthique des algorithmes et de l'intelligence artificielle*, premier du genre en France, pourra être lu comme une introduction à l'éthique des algorithmes et à ses enjeux de transparence, d'équité et de respect de la vie privée. Mais il constitue aussi un ouvrage de recherche qui replace ces thèmes dans l'histoire longue de la bureaucratisation de la décision.

Maël Pégny est ancien élève de l'École normale supérieure (Paris) et docteur en philosophie des sciences. Après des années d'enseignement et de recherche en éthique et philosophie des sciences, il réside actuellement en Allemagne, et travaille comme développeur IA dans une entreprise de cybersécurité.

04/12

SÉMINAIRE

L'actualité des thèses en droit du numérique

Amphi B2 / Faculté de droit
10h-16h30

Séminaire de discussion de thèses de droit du numérique récemment soutenues en France, organisé et animé par **Laurie Marguet** (Univ. de Rouen Normandie, CUREJ)

— Séminaire proposé par le Programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit de l'UPEC, en collaboration avec le Centre universitaire rouennais d'études juridiques (CUREJ, Univ. de Rouen Normandie)

10h-12h15

Thomas Depaepe, *Le droit de la preuve face aux techniques numériques* (thèse Univ. Paris-Saclay, 2023)

Timothy James, *Le droit de la responsabilité civile face à l'intelligence artificielle* (thèse Univ. Paris Cité, 2024)

Pauline Prépín, *Le lien de subordination à l'épreuve du numérique* (thèse Univ. Paris-Saclay, 2023)

13h45-16h30

Sabrina Hammoudi, *Les algorithmes et le droit administratif* (thèse Univ. de Montpellier, 2024)

Mathilde Grandjean, *La protection de la liberté d'expression par le juge ordinaire* (thèse Univ. de Bourgogne, 2023)

Alexandre Stepanov, *L'acte administratif algorithmique* (thèse Univ. de Lorraine, 2024)

Pierre-François Laslier, *Réseaux sociaux numériques et responsabilité pénale* (thèse Univ. de Bordeaux, 2024)

La Quinzaine du droit du numérique recommande !

Jeudi 4 décembre, 20h,
Chronique d'une exploratrice
Spectacle d'Alice Gozlan et Zacharie Lorent • Cie A

Maison des Arts de Créteil (MAC), Place Salvador Allende, Créteil
Durée 1h15 • Tarifs 9€ à 30€ • Billetterie 01 45 13 19 19 ou en ligne

Existe-t-il un continuum secret entre une vidéo de chat sur YouTube et le fin fond d'un forum néo-nazi ? La pièce de théâtre *Chroniques d'une exploratrice* parcourt les nouveaux récits qui naissent et grandissent sur les réseaux et interroge la manière dont ils opèrent pour fragmenter nos regards sur le monde.

Dans le cadre de Nêmo, la Biennale internationale des arts numériques de la région Île-de-France

05/12

SÉMINAIRE
SPÉCIAL

UPEC x EMILDAI-EPILDAI COOPERATION SEMINAR

Amphi B2 / Faculté de droit
9h45-13h

9h45-10h30

Exploring the DSA Transparency Database Joint Research between EMILDAI and the UPEC Master-PhD Program in Digital, Politics & Law

Conférence de restitution des résultats intermédiaires d'une recherche collective sur la base de données de la Commission européenne sur les décisions de modération des contenus en ligne par **Rym Badran** (Dublin City University – EMILDAI), **Mrishana Rajana** (Dublin City University – EMILDAI), **Nathan Trouvé** (UPEC – Programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit) et **Maxime Zimmer** (UPEC – Programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit), sous la supervision scientifique de **Pierre Valarcher** (UPEC, LACL)

10h30-12h

Talks by the *Quinzaine du droit du numérique* Research Grant Awardees Presentations of Two Ongoing PhD Projects

Présentation des recherches des lauréates des deux Bourses doctorales de la 4^e Quinzaine du droit du numérique, par **René Knoop** (Erasmus Universiteit Rotterdam) et **Larisa Munteanu** (Erasmus Universiteit Rotterdam), suivie d'un débat avec **Florent Madelaine** (UPEC, LACL)

12h15-13h

Digital Sovereignty and the Green Transition: EU Challenges in Times of War and Energy Crisis

Conférence d'**Edoardo Celeste** (Dublin City University), coordinateur du Master Erasmus Mundus EMILDAI et du réseau doctoral EPILDAI, professeur invité de la 4^e Quinzaine du droit du numérique

— Séminaire proposé par le Programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit de l'UPEC, en collaboration avec le Master EMILDAI et le réseau doctoral EPILDAI et avec le soutien de la faculté de droit de l'UPEC

09/12

CONFÉRENCE

Fine-tuner un LLM en faculté de droit : enjeux techniques, politiques et juridiques

Amphi B2 / Faculté de droit
10h30-12h

Conférence de restitution d'une recherche collective des étudiant·es du Master 2 Droit du numérique de l'UPEC, dans le cadre du cours d'*Intelligence artificielle* de **Pierre Valarcher** (UPEC, LACL)

par **Rita Abdallaoui, Malak Alnaser, Sofiane Benallabou, Nina Blanchoz, Shanissa Delar, Madiné Diarra, Dimitri Dossou, Lucas Elmerich, Héloïse Gau, Iliais Georget, Aya Ghedjati, Bastien Grobost, Bilge Gunden, Asma Kafi, Marion Loiseau, Elouick Merret, Delya Metref, Priscile Osika, Sina Ouerghi, Thaïs Roméo, Sidi Traoré, Massilya Yelles et Maxime Zimmer**

— Conférence proposée par le Master Droit du numérique de l'UPEC

09/12

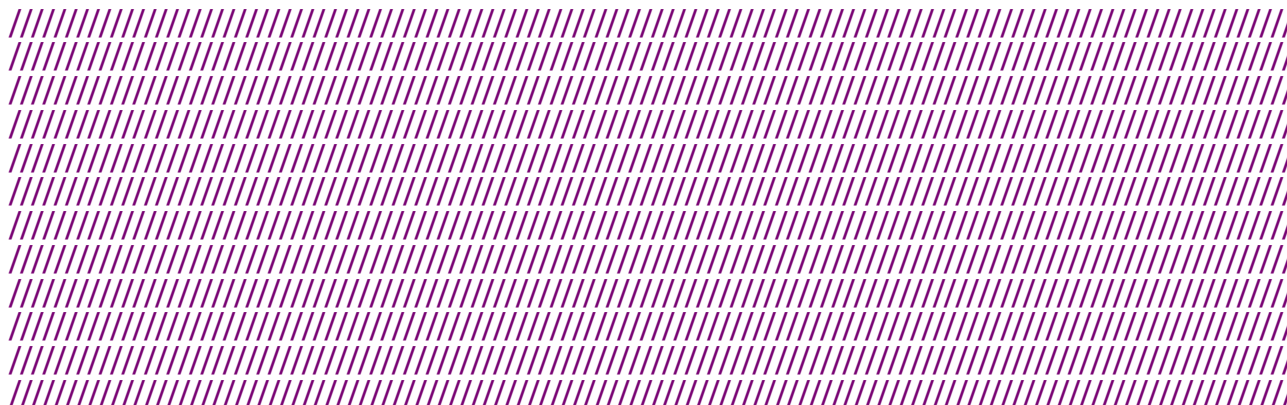
TABLE-RONDE

L'état de l'art du droit de l'intelligence artificielle à l'université

Amphi B2 / Faculté de droit
14h-16h

Conférence d'**Odile Demazy** (UPEC), suivie d'un débat avec **Sarah Dormont** (UPEC, LDP), **Claire Marzo** (UPEC, MIL) et **Jonathan Sellam** (Univ. Paris Nanterre, CRDP), autour des conséquences pratiques et juridiques de l'implémentation de l'Intelligence artificielle à l'université.

— Table-ronde proposée par le projet IAG4UPEC, avec le soutien du PIA Excellences ERASME



09/12

Le droit de ne pas être profilé

DÉBAT

Amphi B2 / Faculté de droit
17h-18h30

Discussion entre **Mathilde Unger** (Univ. de Strasbourg, CEIE / IUF) et **Afroditi Marketou** (UPEC, MIL)

Mathilde Unger est membre de l'Institut universitaire de France (IUF, promotion Junior 2025). Son projet de recherche IUF porte sur le profilage, une pratique qui consiste à déduire les caractéristiques d'une personne (sa solvabilité, son niveau académique) en la rattachant à un profil ou en la comparant à d'autres personnes présentant des traits semblables. L'usage du profilage a été amplifié par les techniques algorithmiques ces dernières années. En observant l'essor d'un droit à « ne pas faire l'objet d'un profilage », le projet analyse le décalage entre le contrôle accru des sujets sur leurs données et la faible exigence de publicité entourant les décisions fondées sur les profils. L'hypothèse est qu'une interdépendance existe pourtant entre l'autonomie informationnelle privée et publique.

11/12

Recherches en cours au sein du Programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit de l'UPEC

SÉMINAIRE

Amphi B2 / Faculté de droit
10h-12h30

— Séminaire proposé par le Programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit de l'UPEC

Nathan Trouvé (étudiant-chercheur, UPEC), *Théorie des graphes et analyse d'un corpus d'avis de la CADA*

Maxime Zimmer (étudiant-chercheur, UPEC), *Cartographier les délibérations de la CNIL : accès aux données, extraction automatisée et premiers résultats.*

Tiphaine Delacroix-Gouin (doctorante, UPEC, LDP), *Concilier l'intérêt du public et les droits de propriété intellectuelle dans le secteur vidéo-ludique*

Philippine Ducros (doctorante, UPEC, MIL), *Expliquer les décisions administratives automatisées : entre capacité technique et pratique juridique*

Éloi Barbier (doctorant, ATER, UPEC, MIL), *Considérer le simulateur de la CADA comme objet d'étude du raisonnement juridique*

Amphi B2 / Faculté de droit
14h-16h

Débat entre **Thomas Hochmann** (Univ. Paris Nanterre, CTAD / IUF) et les **étudiant-es du Master 1 Droit du numérique**, animé par **Manon Altwegg-Boussac** (UPEC, MIL / IUF)

////////////////////

Le Club-lecture du Master Droit du numérique sélectionne tous les ans un ouvrage récent, sur lequel les étudiant-es travaillent collectivement pendant plusieurs semaines avant d'échanger avec l'auteur-e lors d'une rencontre publique à la faculté de droit de Créteil. Le livre sélectionné en 2025 pour le Master 1 est : Thomas Hochmann, « *On ne peut plus rien dire...* » Liberté d'expression : le grand détournement, Anamosa, 2025 (72 p.).

////////////////////

— Débat proposé par le Master Droit du numérique de l'UPEC, dans le cadre du Club-lecture du Master

« On ne peut plus rien dire... » La plainte de celles et ceux qui dénoncent la « censure », à l'instar d'un Donald Trump, s'étire à longueur de plateaux télévisés. Toute contradiction est dénoncée comme une agression, la lutte contre le racisme est présentée comme une marque d'intolérance « woke ». Par un incroyable retournement, tout effort de protéger le débat démocratique est aujourd'hui brocardé comme une atteinte à « liberté d'expression ». Pourtant, la haine et le mensonge nuisent gravement à la délibération démocratique : les restrictions de l'expression publique, loin d'être en contradiction avec la liberté d'expression, lui sont consubstantielles.

Le juriste Thomas Hochmann révèle la manière dont la réaction a accaparé la liberté d'expression pour mieux imposer ses manières de dire. Mais il montre également comment se réapproprier cette liberté fondamentale, après avoir rappelé et défendu, exemples à l'appui, les lois qui interdisent les discours de haine et les campagnes de désinformation. Leur mise en œuvre constitue désormais une de nos dernières chances de repousser l'extrême droite.

Thomas Hochmann est professeur de droit public à l'université Paris Nanterre et chercheur au Centre de théorie et analyse du droit. Lauréat de l'agrégation de droit public, il est membre de l'Institut universitaire de France et titulaire de la chaire de recherche France-Québec sur les enjeux contemporains de la liberté d'expression.

/
 /
 /
 /
 /

12/12

CONFÉRENCE

Open data, préfectures ouvertes ? Une recherche croisant droit, informatique et géographie

Salle A214 / Faculté de droit
14h-15h30

Conférence de **Juliette Morel** (UPEC, Lab'URBA), **Luc Pellissier** (UPEC, LACL – en délégation au CNRS, IRIF) et **Noé Wagener** (UPEC, MIL)

— Conférence proposée par le Master Droit du numérique et le programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit de l'UPEC, dans le prolongement d'activités d'initiation à la recherche menées avec les étudiant·es de Licence 3 de droit de l'UPEC (2023-2025), avec le soutien du Collectif de recherche sur l'indésirabilité (CRI) et du Centre d'essais juridiques et informatiques (CEJI)

15/12

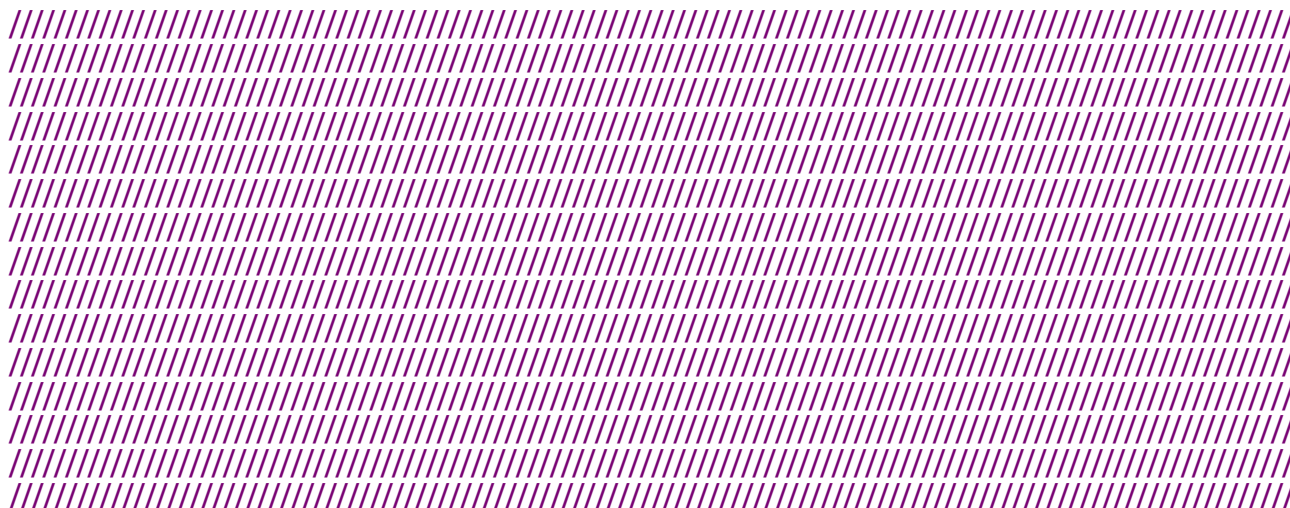
CONFÉRENCE

Autour de l'article « Le travailleur et (les deux visages de) l'algorithme » (2022)

Amphi B2 / Faculté de droit
13h-14h

Conférence de **Laurent Gamet** (UPEC, LDP, doyen de la faculté de droit), à propos de l'article « Le travailleur et (les deux visages de) l'algorithme » paru à la revue *Droit social* (2022, p. 775)

— Conférence proposée par le Master Droit social de l'UPEC



17/12

Quelle constitution pour le numérique ?

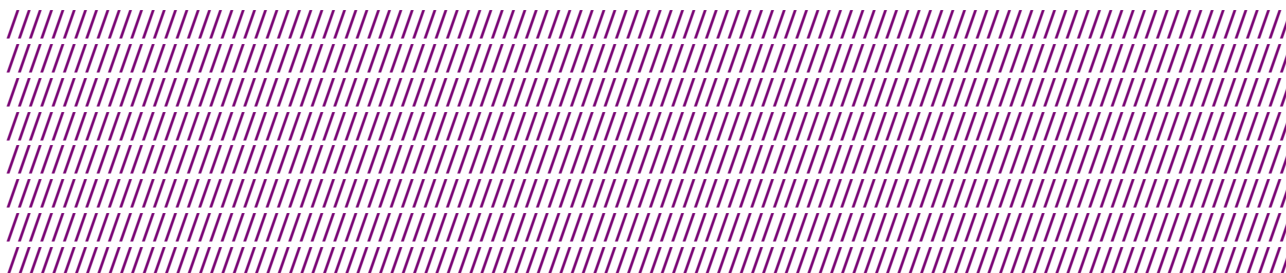
ATELIER

Salle A201 / Faculté de droit
10h-13h

Atelier de restitution d'une recherche collective des étudiant·es du Master 1 Droit du numérique de l'UPEC, dans le cadre du cours et des travaux dirigés de *Libertés numériques* d'**Afroditi Marketou** (UPEC, MIL) et **Éloi Barbier** (UPEC, MIL)

Par **Maïlisse Allioua, Loyanne Allogho Akue, Kenza Bahfir, Shyras Benaziza, Sadry Benhamlat, Khalil Coulibaly, Nicolas Dambrun, Mamed Diarra, Gaëlle Edme, Sheherazade El Bejaoui, Mouna Gharbi, Kelvin Karegire, Maïssa Khalil, Elena Kubas, Amel Lajnef, Pierre Le Gourdiol, Lilian Merlaud Guillot, Ahmed Meslem, Baptiste Morel, Clémence Neves Lesbats, Maëlys Rosier, Nils Thommy, Nathan Trouvé et Margot Vangell**

— Atelier proposé par le Master Droit du numérique de l'UPEC

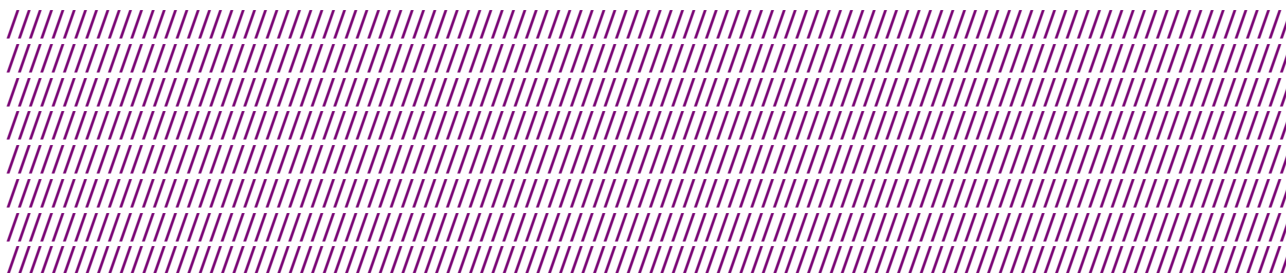


La Quinzaine du droit du numérique se poursuit à la BU de droit !

Durant la Quinzaine du droit du numérique, la Bibliothèque de droit de l'UPEC met à disposition les livres discutés lors de conférences (cf. conférences des 1^{er} décembre, 3 décembre et 11 décembre), ainsi qu'une sélection d'ouvrages récents issus de ses collections, sur le thème du droit du numérique et des relations entre informatique et droit.

Du lundi au vendredi de 8h30 à 22h et le samedi de 10h à 17h.

— Table de livres proposée par le Service commun de documentation de l'UPEC (bibliothèque de droit)



Les bourses de la Quinzaine du droit du numérique

Les « Bourses de la Quinzaine du droit du numérique » – une nouveauté de cette 4^e édition de la Quinzaine – sont des bourses financées par la faculté de droit de l’UPEC et le Programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit, qui sont attribuées, après appel à candidatures, à deux doctorant·es du réseau international EPILDAI, *The European PhD in Law, Data, and Artificial Intelligence* (emildai.eu/epildai). Ces Bourses permettent la prise en charge de deux séjours de recherche doctorale d’une semaine à Paris et Créteil, durant la Quinzaine.

Les lauréates 2025 des bourses sont **René Knoop** et **Larisa Munteanu**, toutes deux doctorantes à l’*Erasmus Universiteit Rotterdam*, au sein du *Erasmus Centre for Law and Digitalisation*.

Renée Knoop is a PhD-researcher working at the section of *Innovation of Public Law* at *Erasmus School of Law*, where she is affiliated with the *Erasmus Center of Law and Digitalization*. She has a broader research interest in AI, (digital) climate and environmental technologies, environmental intelligence and public law and is a lecturer in the LL.M. course ‘Perspectives on Sustainability’. Her PhD-project concerns to what extent AI technology can contribute to the objective of ensuring a high level of environmental protection as enshrined in the EU regulatory framework. In particular, the thesis emphasizes the potential role of AI technology in enhancing the right to access environmental information through contributing to both availability and accessibility of environmental information. The thesis addresses the challenge of public authorities being under an obligation to collect and regularly update environmental information that is relevant to their functions, whereas mainly private parties develop and commercialize the AI applications that may potentially aid the fulfilment of said public authority obligation.

Larisa Munteanu is an award-winning Data Protection Lawyer and Founder of *Protector PriVit*. Alongside her practice, she is a published author, recognised speaker, and PhD Researcher at *Erasmus University Rotterdam*. As a researcher in Cyber Law, Larisa explores data protection through an interdisciplinary lens, examining its connection with cybercrime and cybersecurity. Accordingly, as part of her PhD, Larisa analyses the “adequacy” of GDPR’s legal provisions applicable in cases of data protection requests concealing malware attacks. Methodologically, she combines the doctrinal and comparative legal analysis with an application of Game Theory to draw conclusions grounded in both legal and real-world contexts. In her work at the *Erasmus Centre for Law and Digitalisation*, she frequently broadens her research to adjacent areas of legal relevance, from the intersection with emerging regulations, such as the Digital Services Act, to foundational theoretical debates, such as the well-known “Law of the Horse”.

Les programmes de recherche partenaires de la Quinzaine du droit du numérique

IAG4UPEC (Une intelligence artificielle générative pour l'UPEC)

Le projet IAG4UPEC est un projet interdisciplinaire (droit, gestion, informatique, sociologie) et transformant (direction générale des services, DRH, DSI, DEVE et DT) de l'UPEC qui étudie les aspects techniques, juridiques et sociologiques de la mise en place d'une plateforme d'intelligence artificielle générative souveraine à destination des personnels et étudiant·es de l'université Paris Est Créteil. Financé par le PIA Excellences ERASME de l'université pour 2024-2028, ce programme piloté par Claire Marzo (UPEC, MIL) et Arnold Vialfont (UPEC, ERUDITE) intègre des enseignant·es-chercheur·es, des personnels administratifs et des étudiant·es.

LaVerSE (Law Versioning : Semantical and Executable)

Le projet LaVERSE est un projet de recherche mené par Luc Pellissier (UPEC, LACL – en délégation au CNRS, IRIF) et financé par le dispositif ANR Jeune Chercheur - Jeune Chercheuse pour 2023-2028. Il vise à créer un système de gestion de versions – un programme informatique qui permet de travailler avec différentes versions d'un même document – dédié aux textes juridiques. L'objectif est, plus précisément, de construire un langage de programmation littéraire spécialisé dans la rédaction de textes juridiques modificateurs, et d'étudier à la fois ses fondements mathématiques et les manières dont un tel langage pourrait améliorer la rédaction et l'intelligibilité du droit.

Mémoloi (Une histoire de la loi du 30 septembre 1986 sur la liberté de communication)

Le projet Mémoloi est un programme pluridisciplinaire dédié à l'histoire de grands textes juridiques français encadrant les politiques culturelles, qui a abouti à la publication de cinq monographies à La Documentation française. Une convention quadripartite UPEC / ENS Paris-Saclay / ministère de la Culture / ARCOM finance un nouveau pan de ce projet pour 2025-2026, dédié à l'histoire de la loi du 30 septembre 1986 sur la liberté de communication et piloté par Marie Cornu (CNRS, ISP), Nathalie Mallet-Poujol (CNRS, CEPEL), Serge Regourd (Univ. de Toulouse, IDETCOM) et Noé Wagener (UPEC, MIL). L'un des enjeux du projet est de reconstituer la genèse du droit français du numérique dans les années 70 et 80.

Programme de Master-Doctorat (*Graduate Program*) Numérique, Politique, Droit

Le Programme de Master-Doctorat (*Graduate Program*) Numérique, Politique, Droit est une formation de Master d'un type nouveau, dans laquelle les étudiant·es ne suivent pas seulement des enseignements en informatique et en droit, mais s'immergent durant deux années à l'intérieur des laboratoires de l'université, pour se former à la recherche par la recherche en participant à différents projets à l'entrecroisement entre le droit et l'informatique. L'objectif est d'emmener tout ou partie de ces étudiant·es vers des projets de thèse. Le Programme, qui existe depuis la rentrée universitaire 2023-2024, est financé par l'UPEC sur ses fonds propres et commence à produire ses premiers résultats, à la fois en termes de publications, de coopération internationale et de recherches doctorales.

Les autres collaborations de la Quinzaine du droit du numérique

Master EMILDAI

L'*European Master in Law, Data and Artificial Intelligence* (EMILDAI) est un Master international et interdisciplinaire proposé par six universités et impliquant plus de soixante-dix organisations publiques et privées dans la mise en œuvre de stages, de séminaires, de semaines thématiques et d'écoles d'été. EMILDAI est financé par le programme *Erasmus Mundus Joint Master* de l'Union européenne. L'UPEC n'est pas une université porteuse du Master EMILDAI, mais un de ses « partenaires associés », au travers du Programme de Master-Doctorat (Graduate Program), Numérique, Politique, Droit (notamment pour des sujets à l'interface entre l'enseignement et la recherche).

Réseau doctoral EPILDAI

EPILDAI (*European PhD in Law, Data, and Artificial Intelligence*) est un programme doctoral pionnier, établi grâce à une collaboration entre le *Law and Tech Research Cluster* de la Dublin City University, d'autres centres de recherche universitaires ainsi que des institutions de recherche de premier plan en Europe et au-delà. Des activités académiques conjointes sont organisées dans le cadre d'EPILDAI, notamment des cycles de séminaires, un colloque doctoral annuel, une université d'été et des séjours de recherche. L'UPEC est partenaire associé d'EPILDAI, au travers du Programme de Master-Doctorat (Graduate Program), Numérique, Politique, Droit.

Centre d'essais juridiques et informatiques

Le Centre d'essais juridiques et informatiques (CEJI) est une association créée en lien avec le Master Droit du numérique de l'UPEC, destinée à mener des campagnes d'essais prenant la forme de tests, en conditions de vie réelle, d'hypothèses scientifiques. L'association mobilise, pour cela des outils d'ordre principalement juridique et informatique. Elle atteint notamment cet objectif par l'exercice de droits et libertés, y compris devant les tribunaux, en vue d'étudier les conditions et limites pratiques de cet exercice. Dans le cadre de ses activités, l'association contribue à la réflexion sur l'informatisation de la société et concourt, de façon générale, à la recherche scientifique.



Ce livret présente le programme détaillé de la quatrième édition de la Quinzaine du droit du numérique de l'université Paris-Est Créteil, organisée par le laboratoire Marchés, Institutions, Libertés (MIL), le laboratoire d'Algorithmique, Complexité et Logique (LACL) et le laboratoire de Droit privé (LDP), du lundi 1^{er} décembre au mercredi 17 décembre 2025

Organisation scientifique des événements

Manon Altwegg-Boussac (MIL), Éloi Barbier (MIL), Laurent Gamet (LDP), Maïté Guillemain (LDP), Florent Madelaine (LACL), Laurie Marguet (MIL & CUREJ), Afroditi Marketou (MIL), Claire Marzo (MIL), Luc Pellissier (LACL), Pierre Valarcher (LACL) et Noé Wagener (MIL), avec le soutien de Philippine Ducros (doctorat), Nathan Trouvé (M1) et Maxime Zimmer (M2), étudiant·es-chercheur·es du Programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit de l'UPEC

Coordination de la Quinzaine

Noé Wagener

Remerciements

Edoardo Celeste, Marie-Alice Chardeaux, Laurent Gamet, Shana Grelot, Cédric Hanak, Raoul Johnson, Stéphane de La Rosa, Johan Menichetti, Youssef Oualhadj, Sandra Saint-Fleury, Alix Saunier, Julie Trobitsch, Guylaine Villette, tous les personnels de l'université que l'intermédiaire des solutions SIFAC, NOTILUS ou autre EASYREPRO rend anonymes, chaque intervenant·e, ainsi que l'ensemble des étudiant·es des différentes formations participant, à un titre ou un autre, aux événements de la Quinzaine

Impression du livret

Reprographie centrale de l'UPEC

— Créteil, novembre 2025

